

JOURNAL PARLÉ

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Jeudi 9 janvier 2007

« A l'approche du 50^{ème} anniversaire des Traités de Rome »

«Où en est l'Europe ? Où va la terre des hommes ?»

par Jean-Pierre GOUZY

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris
Président d'honneur de l'Association
des Journalistes Européens

Le 25 mars prochain, nous célébrerons le 50^{ème} anniversaire des Traités de Rome. Il s'agit bien des Traités et non du Traité. Le traité essentiel a effectivement permis de créer une Communauté Economique européenne sur le capital de laquelle nous vivons toujours ; le traité subsidiaire était celui de l'Euratom, Communauté européenne de l'énergie atomique. Il ne faut pas oublier pour autant que l'Europe communautaire existe depuis le 9 mai 1950.

Néanmoins, le jubilé des traités de Rome a une valeur symbolique majeure, parce qu'après les premiers déboires de la construction européenne naissante (échec de la Communauté de Défense – CED – notamment), et encore plongés dans la « guerre froide » avec l'URSS, ils ont représenté pour les femmes et les hommes de ma génération une sorte de Printemps de l'Europe, douze ans à peine après la fin de la deuxième guerre mondiale. Cette Europe communautaire, alors encore embryonnaire de six Etats avec leurs 160 millions d'habitants, composait ce qu'on appelait la « Lotharingie industrielle ». Aujourd'hui, elle a étendu son champ d'action bien au-delà du charbon et de l'acier, bien au-delà du « marché commun » préféré au libre-échange à la britannique. Elle compte, depuis ce 1^{er} janvier, 27 Etats avec presque 485 millions d'habitants. La Communauté est devenue « l'Union », tandis que l'URSS s'est dissoute. L'Allemagne tronçonnée par le « mur de la honte » - y compris à Berlin – s'est réunifiée. Les peuples qui composaient le pacte militaire de Varsovie sous l'égide des soviétiques nous ont rejoints dans la liberté. Il n'y a plus de guerre sur ce continent, même si des tensions préoccupantes subsistent dans les Balkans et à notre périphérie dans le Caucase.

Par contre, la tentative de doter cette Union Européenne des premiers attributs d'un nouvel ordre constitutionnel commun a échoué jusqu'ici ; les peuples de deux pays fondateurs - la France et les Pays-Bas - ont voté « non » les 29 mai et 1^{er} juin 2005.

Ce coup d'arrêt a été durement ressenti comme un échec, pas seulement pour le document de 478 articles du Traité constitutionnel lui-même, plus les protocoles et les dispositions relatives auxdits protocoles, plus une cinquantaine de déclarations annexes proposées au verdict populaire, mais pour l'idée européenne elle-même.

Et nous ne sommes apparemment pas sortis de la période d'incertitude provoquée par ce double rejet. On s'en est encore aperçu au cours des élections législatives néerlandaises du 22 novembre dernier, où les dilemmes européens ont été purement et simplement évacués des débats.

Si l'on n'y prend pas garde, on risque d'avoir une situation similaire en France à l'occasion des présidentielles du 22 avril et du 6 mai 2007, puis des législatives des 10 et 17 juin, alors que - à en croire le dernier sondage « eurobaromètre » effectué en septembre/octobre 2006 - les électeurs seraient majoritairement favorables à « la Constitution ». Même en Grande-Bretagne où les opinions positives seraient majoritaires (44 % avec 24 % d'indécis) ; aux Pays-Bas où les favorables atteindraient 59 % ; en France, 56 % ; en Pologne, 63 % ; en Irlande, 56 % ; au Portugal, 60 %. Dans les pays nordiques comme la Suède et le Danemark où l'on n'a jamais été de « chauds lapins » européens, les opinions favorables seraient néanmoins encore de l'ordre de 50 %. Si tel est le cas, cela supposerait que les Français et les Néerlandais aient viré leur cuti - alors que ce n'est ni le sentiment des gouvernements, ni celui des classes politiques concernées - à moins que l'appréciation « favorable à la constitution » ne concerne pas en tant que tel le « paquet » rejeté au printemps 2005, mais se rapporterait à

l'idée même d'une constitution pour l'Europe, c'est-à-dire d'une « Europe politique » enfin apte à décider en tant que telle.

Quoi qu'il en soit au moment où la présidence finlandaise de l'Union se terminait, la Finlande, comme elle l'avait promis, a rejoint le groupe des pays favorables au projet.

PRESIDENCE ALLEMANDE

M. Steinmeyer, ministre allemand des Affaires étrangères, présentant à Bruxelles le programme de la présidence allemande pour le premier semestre 2007 a annoncé que son pays serait chargé de mettre au point un « calendrier de sortie de crise » : le but étant que le dossier constitutionnel aboutisse, si tout se passe bien, après les présidences semestrielles respectives Portugaise et Slovène quand la France sera à nouveau aux commandes c'est-à-dire au second semestre 2008.

En attendant, M. Steinmeyer et Angela Merkel ont, cependant, pris partie au moins sur un point en refusant de prendre en considération l'expédient Sarkozyen d'un mini-traité de dépannage. Pour Mme Merkel, la « substance » du traité constitutionnel rejeté en 2005 par la France et les Pays-Bas, ne saurait être remise en cause d'autant que les deux tiers des Etats membres de l'Union ont désormais ratifié le traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome le 29 octobre 2004.

Autrement dit, Berlin admet que le texte adopté en 2004 ne puisse entrer en vigueur tel quel, mais le projet selon lequel la présidence allemande sera susceptible de présenter en fin de parcours ne pourra être estimé acceptable par les Etats ayant déjà ratifié, à commencer par l'Allemagne, que s'il ne s'éloigne pas trop ouvertement du document initialement signé par l'ensemble des Etats membres de l'Union.

De leur côté, au nom de l'Espagne et du Luxembourg qui sont les deux seuls pays européens à avoir surmonté avec succès l'épreuve difficile de la ratification, leurs premiers ministres, MM. Zapatero et Juncker, ont décidé de convoquer le 26 janvier à Madrid une rencontre séparée des 18 Etats ayant déjà ratifié. Cette réunion devait être suivie le 27 février à Luxembourg d'une rencontre de tous les Etats membres de l'Union sur le sujet. Enfin, les chefs d'Etat et de gouvernement auront encore l'occasion d'échanger leurs vues à Berlin le 25 mars prochain à l'occasion de la Déclaration solennelle prévue ce jour-là pour marquer le 50^{ème} anniversaire des Traités de Rome.

Il ne s'agit pas désormais de tirer des plans sur la comète. Chaque Etat de l'Union devra assumer ses responsabilités, y compris la France malgré sa double échéance présidentielle et parlementaire, et malgré le peu d'enthousiasme (ou plus exactement d'appétence) manifesté jusqu'ici par les candidats à la présidentielle. Un an et demi après le « non » français, Sarko, Ségo, François (même si l'on fait abstraction des « irrécupérables » d'extrême gauche et d'extrême droite) sont au pied du mur. Quant aux pays hésitants qui ont jusqu'ici pratiqué l'art de la fuite en avant pour éviter d'avoir à assumer des responsabilités qu'ils estiment inutiles, je les invite plutôt à épouser la démarche de la Finlande qui, même si elle fut symbolique », n'en demeure pas moins, à mes yeux, un modèle de correction démocratique.

PRESIDENCE FINLANDAISE

La présidence finlandaise de l'Union européenne mérite un hommage pour sa bonne tenue. Je cite, puisque personne ou presque personne n'en a parlé :

- la coopération en matière de lutte contre l'immigration clandestine ;
- l'amélioration de la gestion intégrée des frontières extérieures de l'Union, en renforçant la capacité de la nouvelle agence « Frontex » ; en instaurant des procédures applicables aux situations d'urgence ; en disposant des moyens opérationnels nécessaires. Nous devrions, par exemple, avoir courant 2008 les premières « équipes européennes d'intervention rapide » aux frontières de l'Union.

Dans le vaste domaine de l'innovation, de l'énergie, des changements climatiques, on prévoit en 2007 la création d'un Institut européen de technologie, la réalisation d'un marché intérieur de l'énergie interconnectée, transparent, non discriminatoire, doté de règles harmonisées ; et surtout la mise en route au printemps 2007 d'un plan d'action définissant les priorités dans le cadre d'une nouvelle politique énergétique globale de l'UE. De plus, l'engagement a été pris d'examiner, à intervalles réguliers, au niveau du Conseil européen une politique européenne portant sur les changements climatiques aujourd'hui perçus par la communauté internationale comme prenant de plus en plus d'ampleur. Ces dispositions arrêtées par le Conseil européen, c'est-à-dire les chefs d'Etat et de gouvernement amplifient celles du Plan d'action de la Commission européenne adopté le 19 octobre 2006 avec, en ligne de mire, un objectif contraignant l'économie d'énergie fixé à 1,15 % de notre consommation énergétique.

Par ailleurs, la présidence finlandaise a permis d'adopter la directive sur les services, (jusqu'alors si vivement contestée) et le règlement « Reach » sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques au niveau de l'Union européenne. La date du 1^{er} juin 2007 sera celle du coup d'envoi de l'enregistrement de quelques 30 000 substances chimiques sur le marché.

Un seul échec dans ce bilan de la présidence finlandaise, bien qu'il ne soit en rien imputable aux Finlandais : le blocage confirmé par le processus décisionnel de l'unanimité en ce qui concerne la coopération policière et judiciaire en matière pénale. Comme l'a souligné le porte-parole de la présidence : *« s'il existe quelque chose à changer dans l'Union européenne, ici et maintenant, en tant que présidence du Conseil, ce serait d'augmenter le nombre des décisions à la majorité qualifiée ». « C'est sans doute la voie la plus efficace (...) et la meilleure aussi pour prendre de bonnes décisions. L'exigence de l'unanimité ne sert pas l'intérêt commun ».*

C'est un vieux débat que celui de la « majorité qualifiée » et de l'unanimité. Il a commencé quand nous étions « six » pays autour de la table commune, mais pensez donc maintenant à ce qui se passe à 27 quand chaque Etat expose son point de vue avec un Conseil des ministres transformé en petit parlement !

Trop de parties prenantes dans l'Union finiront par nuire au processus européen. On ne gouverne pas à 27 de la même manière qu'à 10 ou 12. Il faut réadapter en profondeur nos méthodes. C'est à quoi tendait – encore très imparfaitement d'ailleurs – le projet constitutionnel de 2004. Ce qui nous renvoie au traité de Nice de l'an 2000. Traité qui ne dit

rien de neuf à cet égard et qui n'évoque nulle part ce qui se passera dans l'Union européenne au-delà de 27 Etats membres. Même si malgré la panne constitutionnelle, les divers rouages de la mécanique communautaire ont continué à fonctionner normalement, nous sommes contraints de réexaminer le rythme de nos élargissements, non seulement parce qu'il faut revoir les textes qui nous régissent et nous ne savons pas quand nous y parviendrons, mais parce que nous devons faire preuve de réalisme. Dans cet esprit le Conseil européen a demandé à la Commission européenne, gardienne des traités de lui faire un rapport en quelque sorte.

La Commission a donc « pondu » coup sur coup deux textes :

- l'un sur la « stratégie » d'élargissement face aux principaux défis 2006/2007 ;
- l'autre sur la « capacité de l'Union européenne à intégrer de nouveaux membres ». « Intégrer » et non « absorber », comme il était dit dans une version primitive.

Dans ce deuxième document qui nous intéresse ici, le docteur Barroso et ses experts font le point – si je puis dire – des maternités successives de l'institution européenne (de 6 à 9 ; puis 9 à 10 ; 10 à 12 ; puis à 15 et à 25) auxquelles s'ajoutent celles de deux petits derniers : Bulgarie et Roumanie, pour passer à 27.

« La capacité d'intégration » nous dit-on avec gravité, « se mesure à la faculté d'accueillir de nouveaux Etats dans une période donnée, sans mettre en péril les objectifs politiques prévus par les Traités. C'est donc avant tout une notion fonctionnelle ». Présentement, les seuls élargissements en cours de négociations sont ceux de la Croatie et de la Turquie. Donc, poursuit le texte, « au vu de l'avancement des préparatifs de pré-adhésion, les adhésions à venir devraient se produire à moyen ou à long terme ». L'Union s'assurera préalablement de « pouvoir conserver ses capacités de fonctionnement », en poursuivant l'élaboration et la mise en œuvre de « politiques communes dans tous les domaines » et en restant « en mesure de continuer à financer ses politiques durablement. Avant toute nouvelle adhésion, l'UE devra arrêter le montant total des moyens budgétaires requis. Sur cette base, la Commission proposera, pour toute nouvelle négociation d'adhésion un ensemble de mesures financières nécessaires. D'une manière générale, il conviendra de faire en sorte que tous les pays candidats remplissent des conditions rigoureuses ». « La légitimité démocratique » poursuit le document « signifie également que l'Europe doit être à l'écoute des attentes des citoyens et répondre à leurs préoccupations », l'UE devant « faire en sorte de gagner le soutien de ses citoyens ».

Il est ensuite fait explicitement référence à la Turquie et aux pays qui composent l'ancienne Yougoslavie : les « Balkans occidentaux ». C'est-à-dire la Croatie avec laquelle les négociations d'adhésion sont en cours ; la Macédoine officiellement « candidate » depuis décembre 2005 en tant qu'ancienne république yougoslave de Macédoine, la Serbie et le Monténégro qui viennent de divorcer à l'amiable, l'Albanie avec qui Bruxelles a conclu un traité d'association en juin 2006. Il conviendra d'ajouter à cette liste le jour venu le Kosovo qui n'attendra pas toujours indéfiniment son indépendance. Rappelons au passage que des forces militaires occidentales sont toujours en place en Bosnie, au Kosovo, en Macédoine pour des raisons de sécurité. Le Conseil européen des 14-15 décembre dernier a réaffirmé en cette circonstance que les pays des Balkans occidentaux « seraient les bienvenus dans l'Union européenne » et « demande même à la Macédoine (ARYM) d'en accélérer le processus de réforme ».

Par contre, le cas de la Turquie n'a été évoqué que dans les « conclusions » du « Sommet » européen se bornant à reprendre les termes de l'accord du 11 décembre dernier entre les ministres des Affaires étrangères de l'Union saisis d'une recommandation de la Commission européenne. A savoir, ne pas ouvrir avec la Turquie les négociations d'adhésion sur 8 des 35 chapitres en discussion et de n'en fermer aucun » tant qu'Ankara n'aura pas décidé de mettre en œuvre le protocole sur l'extension de l'Union douanière européenne/Turquie aux nouveaux pays membres, donc à la République de Chypre (grecque). Ce ralentissement a pour origine le refus de la Turquie d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes en vertu du protocole mentionné. Une tentative de conciliation du Premier ministre turc, M. Erdogan, suggérant d'ouvrir un port et un aéroport aux avions et navires chypriotes, à défaut de mieux, n'a pas permis de régler le litige. Rejetée par Chypre, elle a provoqué en Turquie même des réactions politiques contrastées à quelques mois des élections présidentielles turques, alors que l'ouverture des négociations d'adhésion date déjà d'octobre 2005.

VETO POLONAIS

Les difficultés d'intégration avec les Balkans occidentaux et la Turquie ne sont d'ailleurs pas les seules, même si elles sont d'un autre ordre, par exemple, avec la Pologne des frères Kaczynski qui ont décidé de bloquer jusqu'à nouvel avis les discussions entre l'Union européenne et la Russie, le 13 novembre dernier, en refusant de donner mandat à la Commission européenne de négocier un nouvel accord de partenariat économique et politique avec Moscou. Officiellement, en raison de différends sur des problèmes d'exportations agroalimentaires mais surtout parce que Varsovie exige des garanties sur ses approvisionnements énergétiques russes.

La Pologne n'a, en fait, jamais digéré l'accord germano-russe pour la construction d'un gazoduc sous-marin contournant le territoire polonais grâce à la Mer baltique. Le 5 décembre, le président polonais, Lech Kaczynski, Angela Merkel, Jacques Chirac, lors d'un « sommet » dit du « triangle de Weimar », ont accepté de signer une déclaration commune en faveur d'une « politique de l'énergie » menée dans un esprit de solidarité, confirmant leurs intentions de coordonner « *étroitement leurs positions en cette matière* ». Mais, pour autant, le veto polonais n'a pas encore été levé. Comme on le voit, une fois de plus, l'Europe n'a jamais cessé d'être un continent complexe, même si on ne sous-estime pas l'ampleur du grand bond en avant qui a été le sien depuis les Traités de Rome.

AMELIORATION ECONOMIQUE

Notre radiographie de l'Europe, en ce début d'année, n'en est qu'à ses prémises. Sur le plan économique *stricto sensu* ; les évaluations des organisations internationales sont suffisamment avancées. Elles étonnent par leur convergence avec des variations minimales....

En 2006, l'activité économique de l'Union a dû progresser en moyenne de 2,9 points ; 2,7 pour la zone euro. Elle devrait être du même ordre en Allemagne après trois années de vaches maigres.

Le déficit public moyen de la Zone euro devrait passer de 2 % du PIB cette année 2007 à 1,3 en 2008. Le déficit français, comme le déficit allemand, devrait s'inscrire à 2,7 % en 2006,

respectant ainsi les « critères de Maastricht ». De même, le poids de notre dette serait en légère régression (66,6 % du PIB fin 2005 ; 64,6 fin 2006).

Le taux de chômage de la Zone euro s'est élevé à 7,5 % en 2006 contre 8,4 un an plus tôt. Le taux français, encore trop élevé, aurait cependant été ramené à 8,5 % en novembre 2006. En Allemagne le chômage est également en baisse, passant sous la barre des 10 %. L'orientation à la baisse est donc générale, même si elle est modérée. Ces taux restent évidemment à comparer avec ceux des Etats-Unis (4,5 %), du Japon (4), du Royaume-Uni (5,5).

La Banque centrale européenne a relevé son taux directeur à 3,5 % début décembre 2006 annonçant une inflation moyenne de 2,2 points pour 2006 toujours dans la Zone euro, alors qu'elle ne devait pas dépasser la barre des 2 %. Même si l'amélioration de la conjoncture est confirmée, tout est relatif quand on sait qu'avec un gain spectaculaire de 130 % en 2006, la bourse de Shanghai a battu ses anciens scores. Ces écarts sont surprenants en raison du caractère spéculatif qu'ils peuvent traduire, mais il faut savoir que les échanges dans le monde ont progressé de plus de 9 points en 2006, que nous nous trouvons devant « *un énorme flux de liquidités provenant du recyclage des excédents commerciaux chinois, d'un mélange de manne des pétromonarchies et d'emprunts à bas taux d'intérêts* ».

EURO FORT et BCE : NOUVELLES QUERELLES

Tout devrait donc aller mieux comme dans le meilleur des mondes, mais nous aurions grand tort de nous reposer sur nos lauriers. Nous le verrons en analysant les conséquences de la mondialisation. Nous devons également, notamment en France dans la perspective d'échéances électorales majeures, prendre garde aux querelles qui ont éclaté à propos de l'Euro fort. C'est un fait que la Zone euro est trop souvent apparue comme une zone de mollesse économique et qu'au sein de celle-ci certaines hausses de prix ont pu irriter les consommateurs. Au moment où l'on fêtait le 1^{er} janvier, le cinquième anniversaire de l'arrivée de l'Euro dans les portefeuilles et les porte-monnaie, au lieu de s'en prendre *ex abrupto* au statut d'indépendance de la Banque Centrale européenne, il eut été logique et équitable de reconnaître en contrepartie que la stabilité interne de la Zone euro est une réalité pour la majorité des exportations françaises ; que, toutes choses étant égales, la faiblesse du dollar, par contraste avec l'Euro fort, n'est pas sans avantages sur les prix de la plupart de nos achats pétroliers et de matières premières, le plus souvent toujours libellés en dollars. En réalité, plutôt que de vouloir revenir en arrière en remettant en cause le statut d'indépendance de la Banque centrale européenne, on ferait mieux de « coordonner » beaucoup plus sérieusement les grands choix économiques de la Zone et de l'Union elle-même.

Il ne peut pas, en effet, exister durablement, dans la même zone monétaire, une monnaie unique et des choix économiques gouvernementaux dispersés, parfois contradictoires au niveau européen. Intégration économique, intégration monétaire, intégration politique sont des choix à la longue indissociables. Le président de l'Eurogroupe (actuellement Jean-Claude Juncker) devrait être l'interlocuteur politique naturel, et je dirais statutaire, du président de la Banque centrale (en l'occurrence Jean-Claude Trichet). Ce qui n'est pas le cas !

C'est un vrai débat de fond que les Européens doivent avoir, avec des alternatives majeures pour l'avenir de l'Union monétaire et de l'UE elle-même.

L'ENERGIE EN CAUSE

Dernier grand sujet concernant le dossier de l'Union européenne : celui de la politique énergétique. Certes, nous avons vu que la présidence finlandaise de l'UE s'en est préoccupée et que des orientations décisives ont pu se dégager au plus haut niveau en vue de la construction d'un marché unique dans ce domaine. Mais ce n'est pas nouveau ! L'énergie était déjà l'obsession de Jean Monnet dans les années 1950.

Nous avons vu que l'un des Traités de Rome fut, il y a 50 ans, celui d'une Communauté européenne de l'énergie atomique complétant une première communauté partiellement consacrée au charbon (c'était l'époque qui le voulait !) mais reconnaissons que tout ou presque reste à construire dans le vaste chantier qui devrait assurer l'indépendance énergétique de presque 485 millions d'Européens. Jusqu'à des temps récents, nous avons vécu dans une sorte d'insouciance collective, si on met à part les périodes qui correspondent aux grandes crises pétrolières du début des années 1970, puis à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

Quoi qu'il en soit, on a calculé que, déjà en l'an 2000, l'Union européenne dépendait pour le pétrole à 75 % du monde extérieur. En 2010, ce pourcentage devrait atteindre 80 %. En ce qui concerne le gaz naturel, notre dépendance était déjà de 50 % en 2000 et devrait atteindre les 60 % en 2010. Au total, y compris les combustibles solides, notre dépendance énergétique représentera globalement 50 % de notre consommation en 2010 et plus de 60 % en 2020.

La Commission européenne a bien potassé le sujet dans un « livre vert » de mars 2006, avec 3 objectifs fondamentaux :

la sécurité d'approvisionnement,
la compétitivité par l'ouverture des marchés,
le développement durable.

Pour le moment, au mieux, il existe les éléments épars d'une politique européenne de l'énergie, mais aucune politique globale intégrant, en fonction des différentes facettes du défi énergétique, les disciplines de l'environnement, la recherche, les capacités d'investissements, les préoccupations stratégiques, les énergies renouvelables, etc...

L'actualité récente a mis en évidence le rôle primordial de la Russie face aux besoins énergétiques de l'Union européenne, notamment son approvisionnement en gaz. L'essentiel est d'apprendre à parler d'une seule voix avec les pays producteurs de gaz et de pétrole en commerçant avec notre grand voisin Russe, donc avec Poutine, en sachant que tout ce que Gazprom décide est en réalité décidé par le Tsar actuel de toutes les Russies.

Notre intérêt évident est, par exemple, de participer au projet Shtockman, l'immense champ gazier de la mer polaire de Barents qui alimentera le futur gazoduc germano-russe. Mais il ne faut pas être naïf... Poutine ne fera pas de cadeaux !

Ainsi, Gazprom vient de décider brutalement du prix du gaz russe à destination de la Biélorussie après une rencontre Poutine – Ioukachenko à Minsk le 15 décembre dernier en fixant le prix de 1 000 m³ de gaz à 200 dollars au lieu de 46,68. Ioukachenko a alors menacé

de couper le « carburant bleu » à destination de l'Europe, 22 % du gaz européen transitant par la Biélorussie. Mais le 31 décembre, les Russes ont accepté de transiger, en proposant 100 dollars pour 1 000 m³ à condition de contrôler 50 % de Beltragaz, maître d'œuvre du réseau Biélorussien de gazoducs. Cependant, l'abcès n'est pas encore crevé : la querelle a repris à propos de l'acheminement du pétrole et des oléoducs, notamment l'oléoduc Droujba par lequel le pétrole russe transite via la Pologne et l'Allemagne. Hier, par exemple, le pétrole russe ne transitait plus. Motif : la Biélorussie taxe le pétrole russe et menace Moscou de poursuites pour non-paiement. Bruxelles a demandé « une explication urgente et détaillée ».

Par ailleurs, le Kremlin vient de maintenir un « prix d'ami » à l'Ukraine dont le gouvernement aujourd'hui en place est désormais dirigé par le Chef du parti russophone. Lors d'une visite à Kiev le 22 décembre dernier, Poutine a consenti 130 dollars pour 1 000 m³ de gaz. Inversement, la Géorgie qui a des contentieux et de mauvaises relations avec la Russie a été taxée par Gazprom à 235 dollars les 1 000 m³, le prix fort !

Bref au stade actuel, la Russie de Poutine impose les choix qui lui conviennent. Gazprom maintient le système de la préférence impériale dans ce qui fut l'espace tsariste puis celui de l'URSS.

OÙ EN SOMMES-NOUS SUR LE PLAN MONDIAL ?

Vaste sujet que nous commencerons, comme il se doit, par un examen de l'actualité avant de tenter de tirer quelques grandes conclusions prospectives.

L'avenir immédiat continue à se jouer au Proche et Moyen-Orient, c'est-à-dire, fondamentalement entre Israël et Palestine, au Liban, en Irak et en Iran. Mais aussi entre les Islams.

- **Entre Israël et les Palestiniens**, aucun signe concret d'une amélioration sur le terrain n'est perceptible depuis l'accident cérébral qui a définitivement écarté le Premier israélien, Ariel Sharon de toute activité politique, même s'il est maintenu en vie grâce à des moyens artificiels. Certes, son successeur, Ehoud Olmert a rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, le 23 décembre. Les deux hommes se sont donné l'accolade, ont dîné ensemble tandis que le drapeau palestinien était hissé dans le jardin du Premier ministre israélien qui, par ailleurs, a ébauché un geste symbolique en débloquent pour des « raisons humanitaires » une centaine de millions de dollars sur les 700 gelés par Israël depuis le début de l'année dernière afin de sanctionner le gouvernement islamiste du Hamas qui ne veut pas reconnaître l'Etat hébreu. Mais au-delà, rien n'a changé et, en tout cas pas l'attitude du mouvement islamiste. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont interrompu leur aide économique le 7 avril dernier. Le Fatah de Yasser Arafat et Mahmoud Abbas avaient annoncé leur décision commune de créer un gouvernement d'Union le 16 août 2005. Celui-ci n'est toujours pas formé !
- La **bande de Gaza** est progressivement passée sous le contrôle du Hamas, les violences s'y multiplient entre ses militants et ceux qui continuent à faire allégeance à l'Autorité palestinienne, de même qu'elles se sont poursuivies entre l'armée israélienne et les militants de la branche militaire du Hamas : Ezzedine al-Qassam. L'intention proclamée par Abbas de provoquer des élections anticipées en Palestine n'a fait qu'exacerber les

passions. De plus, l'annonce faite par Ehoud Olmert quelques jours seulement après sa rencontre avec le Président palestinien, de construire une nouvelle colonie « officielle » en Cisjordanie, pour la première fois depuis 1992 a contribué à accentuer encore les violences sporadiques et à affaiblir un peu plus ce qui reste d'autorité à Mahmoud Abbas. Il n'est donc pas excessif de parler d'un constat désolant quand on considère ce qui se passe dans cette partie du monde sous le regard biaisé de la « communauté internationale ».

- Au **Liban** voisin, le Hezbollah chiite pro-iranien d'Hassan Nasrallah en dépit de l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de sécurité, a reconstitué sa force armée, grâce à des complicités syro iraniennes. De plus, l'assassinat à Beyrouth le 21 novembre dernier de Pierre Gemayel, ministre de l'industrie – 34 ans, héritier d'une grande famille chrétienne du Pays du cèdre – a été imputé à la Syrie, réputée maîtresse dans l'art de régler les comptes de ses adversaires de manière expéditive. Le rôle de Damas dans les assassinats du leader libanais Rafic Hariri, pulvérisé par une bombe le 14 février 2005, du journaliste Samir Kassir opposé à la tutelle supérieure qui a subi le même sort le 2 juin suivant, de même que de l'ancien chef du Parti communiste libanais, Georges Haoui, a été maintes fois évoqué mais il n'a pas été possible jusqu'à maintenant de l'établir avec certitude, alors que l'opposition pro-syrienne et pro-iranienne a poursuivi son bras de fer avec le gouvernement pro-occidental en place à Beyrouth (celui de M. Siniora), à l'occasion d'impressionnants sit-in, au cœur de la capitale.
- Concernant l'**Iran**, après quatre mois de tergiversations, le Conseil de Sécurité de l'ONU a fini par accepter le 23 décembre dernier une résolution imposant à Téhéran des sanctions économiques et commerciales dans le domaine de l'enrichissement d'uranium. Les Allemands, Britanniques et Français étaient à l'origine de ce texte appuyé par les Etats-Unis, contre l'avis de la Russie et de la Chine, pays détenteurs du droit de veto. Le document finalement voté a donc dû être sérieusement édulcoré, même s'il prévoit d'empêcher la livraison, la vente ou le transfert de tout matériel, équipement, technologie qui puissent contribuer aux activités nucléaires ou balistiques de l'Iran. De plus, le Conseil de sécurité « *interdit également toute fourniture à la République islamique, d'assistance ou de formation technique, d'aide financière, d'investissement, de services financiers et tout transfert de ressources ou de services* ». Voilà pour l'essentiel !

Comment a réagi le régime des mollahs ?

Comme on pouvait s'y attendre, non seulement il ne suspendra pas « *ses activités nucléaires sensibles* », mais il a affirmé sa détermination de poursuivre son programme d'enrichissement de l'uranium. Il a même annoncé dans ce but la mise en route de 3000 nouvelles centrifugeuses. De plus, il a fait voter une loi qui oblige le gouvernement iranien à réviser sa coopération déjà très ralentie avec l'Agence des Nations Unies de l'énergie atomique (AIEA).

Bref, si Téhéran n'a pas complètement coupé les ponts, les Iraniens s'estiment victimes de discrimination. Dans une chronique, leur ambassadeur à Paris a cité le cas de M. Olmert, Premier ministre d'Israël, qui dans un récent propos rapporté par la presse internationale, aurait classé son pays parmi les puissances homologuées à cet égard dans le monde d'aujourd'hui. L'Ambassadeur dénonce une « *politique de deux poids, deux mesures* » en matière nucléaire.

En fait, le premier ministre Iranien, Ahmadinejad risque d'entraîner son pays dans une dangereuse aventure... Ses propos contre ce qu'il appelle « le régime sioniste » sont éloquentes. Le 12 novembre dernier, devant la « fine fleur » du révisionnisme international réunie à Téhéran, il a cru devoir proclamer encore : « *tout comme l'URSS a disparu, le régime d'Israël va bientôt disparaître* », comme « *Dieu l'a promis* » et « *toutes les nations le veulent* ». Comment croire que Monsieur Ahmadinejad ne conçoit que des projets nucléaires pacifiques en tenant un tel langage, et en proférant de telles diatribes ?

Le personnage commence d'ailleurs à inquiéter l'opinion publique iranienne elle-même. Il a subi ses premiers échecs électoraux lors des récentes élections municipales à Téhéran. Dans les universités, un vote de contestation gronde contre le personnage, tandis qu'au plan européen, il était assez piquant d'apprendre que Madame Radjavi, présidente du Conseil national de la résistance iranienne, vitrine politique d'une organisation qui figure sur la liste des membres terroristes de l'Union européenne, a été reçue récemment par le groupe parlementaire du Parti Populaire Européen classé au centre droit, alors que la Cour de justice européenne du Luxembourg venait d'adopter un arrêt estimant que la décision prise à l'encontre du groupe iranien « *violait les droits de la défense, l'obligation de motivation, et le droit à une protection juridictionnelle effective* ». Je n'insiste pas, mais tout donne à penser que l'Iran n'a peut-être pas fini de nous étonner, tandis que Washington renforce ses forces aéronavales dans le Golfe Persique.

- Dans l'**Irak** voisin, l'année s'est terminée avec la pendaison de Saddam Hussein. La presse et les médias en ont trop parlé, parfois avec complaisance, pour qu'on s'y attarde. Le dictateur irakien, un mégalomane brutal, et au besoin sanguinaire, devait s'attendre à ce verdict depuis longtemps, puisqu'il était entre les mains de ses pires ennemis. Il n'empêche que le procès n'a pas manqué d'irrégularités (notamment, trois avocats triés, trois juges récusés, des magistrats choisis par les Américains). Mais ce qui surprend le plus, c'est la rapidité avec laquelle on a voulu se débarrasser du personnage et de ses principaux comparses. La décision de la Cour d'appel du tribunal pénal est tombée le 26 décembre, journée particulièrement meurtrière à Bagdad ; elle était exécutoire dans un délai maximum de 30 jours. La pendaison de Saddam n'a pas traîné : le 30 décembre c'était chose faite pour « crime contre l'humanité » au motif que 148 habitants de la localité chiite de Doujaïl avaient été exécutés par ses troupes en 1982. Mais l'homme avait fait bien pire à l'égard des Kurdes qui furent assassinés par milliers. Pourquoi ce procès, avec Saddam dans le box des accusés, n'a-t-il pas été prévu en priorité ? il n'aura, de ce fait, jamais lieu.

Selon certains bons observateurs des questions irakiennes : « *en fait, on a précipité l'exécution pour éviter qu'il ne parle* ». Ce n'est malheureusement pas invraisemblable. Quoi qu'il en soit, dans les jours qui suivirent cette pendaison, on n'annonçait pas seulement la poursuite des violences mais aussi la mort du 3000ème G.I. de la guerre d'Irak. Depuis 2003, On décomptait par ailleurs 21.000 blessés américains.

Au début de décembre dernier, le rapport d'un « groupe d'enquête » américain sur l'Irak, comprenant cinq démocrates et cinq républicains, coprésidés par l'ancien Secrétaire d'Etat, James Baker, concluait à la gravité de la situation dans ce pays. Chiffrant le coût d'une guerre dispendieuse (400 milliards de dollars), il présentait, en fait, un « constat d'échec ». De plus, le rapport décrétait : « *les Etats-Unis ne peuvent pas atteindre leurs*

objectifs au Proche-Orient s'ils ne s'occupent pas directement du conflit israélo-palestinien ». Il faut donc un changement de stratégie, « *une nouvelle approche* ». Il convenait ainsi d'envisager une « *porte de sortie* », et pour ne pas perdre la face « *une offensive diplomatique globale* ». A signaler encore que le Pentagone, dans un rapport du 18 décembre confirmait la détérioration de la situation à Bagdad.

George Bush s'est alors décidé à réagir, demandant aux Démocrates dans le « *Wall Street Journal* » de « *coopérer avec lui* ». « *Nous avons l'opportunité* », leur dit-il, « *de construire un consensus bipartite pour gagner la guerre* ». Au « *Washington Post* », il confie que « *la guerre n'est pas gagnée* » !

L'objectif central serait donc de sécuriser Bagdad et certains points sensibles du pays sunnite, en renforçant la présence militaire américaine dans la cité géante où six millions de Chiïtes et de Sunnites s'affrontent quotidiennement. Plus de 20 000 hommes s'ajouteraient donc aux 132 000 militaires américains déjà sur place.

Et puis, comme George Bush considère que tout le monde est plus ou moins responsable dans les mésaventures irakiennes, il vient de changer toute son équipe : le Chef du renseignement, l'Ambassadeur à Bagdad, le Responsable du commandement central pour le Moyen-Orient, le Commandant en chef des troupes en Irak..

George Bush devra, en tout cas, compter avec un Congrès démocrate. Le 110^{ème} de ce grand pays devenu la première puissance politique, stratégique, technologique, économique du monde, malgré la montée en flèche d'une Asie capitaliste ayant paradoxalement pour leader une Chine – plus « *empire du milieu* » que jamais – sous la férule du plus puissant parti communiste subsistant sur la terre des hommes.

Marque du temps, c'est une femme Nancy Pilosi qui présidera la Chambre des Représentants, la première dans l'histoire des Etats-Unis. Faut-il y voir un signe prémonitoire en faveur d'Hilary Clinton s'installant à la Maison Blanche tandis que Bill sera invité à faire tapisserie et pénitence ? Quoi qu'il en soit, Nancy a fait savoir au Roi George qu'elle l'attendait de pied ferme avec « *sa stratégie qui a déjà échoué en Irak* ».

La gestion du Congrès, et notamment du Sénat, ne sera pas facile pour autant. On compte effectivement 51 sièges démocrates pour 49 républicains.

- Voyons maintenant comment on peut appréhender les autres dossiers essentiels de la politique mondiale dans lesquels les Etats-Unis sont impliqués aujourd'hui, en commençant par celui de l'**Afghanistan**.

D'une manière générale, le soulèvement taliban s'est répandu dans le sud du pays et, en particulier dans les régions proches de la frontière pakistanaise où « *le fondamentalisme* » se porte bien. C'est d'ailleurs dans ces zones que, selon John Negroponte, qui vient de quitter ses fonctions à la tête des services de renseignement américain, « *Al Qaida contrôle son réseau opérationnel qui irradie vers ses affiliés à travers tout le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe* ». Quand nous parlons d'Al Qaida, nous évoquons surtout la personnalité du n°2, Ayman al-Zawahiri, parce qu'il se manifeste – mais nul ne sait ce qu'est devenu Ben Laden. Le mollah Omar, chef spirituel des Talibans en fuite mais toujours bien vivant, a fait savoir qu'il avait totalement perdu sa trace. Expression de

la réalité ou duplicité ? Pour le moment, nul ne saurait le dire. Pendant ce temps, un gouvernement légal afghan siège à Kaboul, sous la protection des forces de l'OTAN (à peu près 32 000 hommes), mais il ne contrôle au-delà de la capitale que quelques zones du pays. Hamid Karzaï, le président afghan dispose pourtant d'une armée de 35 000 hommes. Quant aux Américains, ils se déploient surtout dans la région de Kandahar, la grande ville du sud, et les territoires proches des frontières pakistanaises, avec 8 000 militaires. Malgré ces forces qui ne sont pas négligeables, l'insurrection a gagné du terrain en 2006 : 4 000 personnes - insurgées, civiles, militaires - ont péri dans des attentats ou des embuscades.

Dans ses « conclusions », le Conseil européen du 15 décembre dernier a tenu à rappeler que l'Union européenne avait fourni depuis 2002 une contribution de 3,7 milliards d'euros pour « *faire en sorte que l'Afghanistan assume ses responsabilités et maîtrise son propre destin* ». Or, le pays « *traverse toujours une phase critique* ».

Les constats européens, à propos des chantiers que nous venons d'évoquer, restent nettement pessimistes.

- Ainsi, le Conseil européen a noté « avec préoccupation » que le **Moyen-Orient** restait confronté à l'une des crises les plus graves qu'il ait connues depuis plusieurs années avec un conflit Israélo-arabe au cœur de cette crise ; que « la feuille de route » édictée par le « quartet » composé des Nations Unies, de l'Union européenne, de la Russie et des États-Unis (ces deux derniers en tant qu'États) devait être « *mise en œuvre intégralement et rapidement* ». Mais, pour ce qui est de « la rapidité » ! Cette feuille publiée le 30 avril 2003 avec l'accord du Gouvernement israélien de l'époque - formalisée le 7 mai (12 voix « pour », 7 « contre », 4 abstentions) - avait pour but de tout régler avant 2005. Le réalisme commanderait aujourd'hui d'en réadapter les ambitions sous contrôle de la Communauté internationale.

En outre, le Conseil européen s'est dit « préoccupé » par la détérioration de la situation au **Liban**, « *par l'incidence négative qu'a la politique de l'Iran sur la stabilité et la sécurité du Moyen-Orient* ». Il s'est même déclaré « gravement préoccupé » par ses menaces à l'encontre d'Israël et la détérioration incessante des droits de l'homme et des libertés politiques.

- A vrai dire, nous sommes également « préoccupés », en tant qu'Européens, par ce qui se passe dans d'autres points chauds du globe et notamment en **Afrique** de l'Est où des actes de violences insensés se sont développés dans le Darfour soudanais, au Tchad, jusqu'en République centrafricaine, d'une part ; en Somalie, d'autre part, sans oublier, au passage les nouveaux signes de mégalomanie que donne Khadafi (par exemple dans l'affaire des infirmières bulgares) et sans négliger non plus les actions terroristes rémanentes dans le Maghreb ou dans la grande région pétrolière du Nigéria, premier producteur africain de carburants, par ailleurs en l'attente d'élections présidentielles au mois d'avril prochain.

Au Darfour, que se passe-t-il maintenant ?

On en cause périodiquement. C'est désertique, c'est famélique. On s'y entretue. On parle de deux centaines de milliers de morts. Mais, on ne sait pas très bien où cela

se situe... Voilà ce que vous disent généralement les gens à ce propos. Disons, pour faire simple, qu'il s'agit d'une région désertique, à l'ouest du Soudan qui a des frontières communes avec la République centrafricaine et le Tchad, anciennes colonies françaises, toujours protégées en tant qu'Etats indépendants par des forces françaises terrestres et aériennes. De plus, au nord, le Darfour dispose de quelques centaines de kilomètres de frontières communes avec la Libye. Or, le Soudan actuel –ex Soudan anglo-égyptien – devenu République islamique – est gouverné par un certain Omar Al Bachir parvenu au pouvoir à la suite d'un coup d'état militaire et soutenu par un mouvement intégriste islamique.

Au Darfour, territoire peuplé majoritairement de noirs, Bachir a favorisé des raids meurtriers de milices arabes blanches pour mettre au pas les populations sédentaires qui tentaient d'échapper à son emprise. Ces milices – appelées Janjawids – ont massacré ces dernières années les populations locales, semant la terreur sur un territoire grand comme la France. La Communauté internationale - c'est-à-dire l'ONU - s'est saisie de la question du Darfour, avec une prudence qui en dit long sur ses capacités, mais sans vraiment s'impliquer sérieusement en tant que telle redoutant les pires complications avec le dictateur de Khartoum. Pour lui, en effet, le Darfour reste chasse gardée de la souveraineté soudanaise. Les quelques forces de « l'Union africaine » envoyées sur place ont apparemment assisté impuissantes aux tueries qui se sont poursuivies. Quant à l'aide internationale espérée – qui devrait être à la mesure des 2 millions de personnes déplacées – elle s'est révélée dérisoirement insuffisante. Il a fallu que les janjawids, ignorant les frontières internationales, opèrent des razzias dans les territoires tchadiens et centrafricains pour que l'aviation française intervienne et les disperse à la requête de Ndjamena et de Bangui. L'Union européenne tout en déplorant ce drame, le qualifiant de « situation humanitaire épouvantable », s'est montrée elle aussi avant tout soucieuse de ne pas s'impliquer trop avant dans ce conflit qui a éclaté aux confins de l'Afrique noire et de l'Afrique arabisée.

Le Conseil européen de décembre dernier s'est déclaré seulement « déterminé à soutenir les efforts de paix » au Darfour, administrant au passage une leçon de morale au gouvernement soudanais qui se moque du droit, de la démocratie, comme du « respect de ses obligations ». Jean-Marie Colombani, directeur du « Monde » observait à propos du rôle inattendu des chinois dans cette affaire (éditorial du 30 décembre 2006) que, « *désormais, Pékin se comporterait en Afrique en prédateur de produits « made in China » et soutient des régimes dictatoriaux et corrompus [...] A l'ONU, en tout cas, Pékin défend becs et ongles un de ses plus importants fournisseurs de pétrole, le Soudan, dont le régime mélange de tyrannie islamiste et de dictature militaire est responsable de certaines des pires atrocités perpétrées sur ce continent depuis la guerre du Rwanda* ». Quant aux Américains, ils ont considéré jusqu'à ces derniers temps que les européens gardant encore une certaine influence en Afrique, ils ne voyaient pas le continent noir comme une « priorité ».

Mais tout se tient, le Soudan n'est pas seulement le grand voisin du Tchad. C'est aussi le pays qui borne les frontières de l'Egypte au sud ; de l'Ethiopie à l'est, elle-même voisine de l'Erythrée, de la base américaine de Djibouti, des territoires somaliens, toutes contrées qui s'ouvrent sur l'Océan indien et le Moyen-Orient

avec les Golfes d'Aden et Persique. Ce qui vient de se passer est donc révélateur... Dans ce qu'on appelle la « corne de l'Afrique », baignée par les eaux des mers du sud, la Somalie – ancienne terre des aromates des Romains – vit depuis une bonne quinzaine d'années dans l'anarchie des luttes de clans inextricables et la grande pauvreté.

Le 5 juin dernier, les milices des « Tribunaux islamiques », en guenilles mais mystérieusement surarmées sont passées à l'offensive, s'emparant sans coup férir de la capitale somalienne – Mogadiscio – et obligeant les forces fidèles au gouvernement légal, dit « gouvernement de transition » à s'enfuir et se réfugier près de la frontière éthiopienne, dans une bourgade lépreuse appelée Baïdoa. Il a fallu l'intervention de l'armée éthiopienne, alliée des Etats-Unis, pour renverser la situation. En un temps record, disposant d'éléments mobiles modernes, elles ont permis aux forces « légales » somaliennes de se reconstituer et reprendre Mogadiscio le 28 décembre. Mais, avec quelques milliers d'hommes, on ne contrôle pas nécessairement de vastes territoires comme ceux du sud somalien et surtout une ville de 2 800 000 habitants comme Mogadiscio où les islamistes continuent à disposer de réseaux armés dans la population.

C'est alors que les Etats-Unis ont décidé d'intervenir à leur tour grâce à leurs forces aéronavales de Djibouti (seule base US en Afrique) et de frapper les bandes armées islamistes en fuite vers la frontière Kenyane ainsi que les commandos d'Al Qaida qui les infiltrent depuis plusieurs années. Car il existe dans ces régions des « talibans somaliens » intégrant également des Comoriens et des Soudanais. L'Ethiopie (72 millions d'habitants) a rendu en la circonstance un fier service à la puissante Amérique. Potentiellement, les Etats-Unis sont en mesure d'intervenir partout. C'est même le seul Etat au monde à pouvoir le faire directement, malgré la montée en puissance de la Chine, mais l'histoire récente – comme on l'a vu avec l'Irak – leur déconseille d'abuser d'un tel « privilège ».

OÙ VA LA TERRE DES HOMMES ?

De quel monde héritons-nous en ce début d'année 2007 ? Comment se porte la terre des hommes ?

Nous héritons d'un processus de mondialisation qui ne cesse de s'accroître et d'absorber nos énergies. Il est banal de le constater : l'accélération conditionne nos comportements et nous devons sans cesse apprendre à dominer les conséquences de nos propres innovations. Nous vivons à l'ère des firmes globales, de l'informatique, du numérique, de l'ouverture indéfinie des marchés et des frontières aux technologies nouvelles, aux produits de l'étranger. Il faut sans cesse faire face à des métamorphoses profondes et aux conséquences du formidable rapetissement du monde contemporain.

Le problème de l'homme d'aujourd'hui est de ne pas se laisser surprendre par la cadence et la prolifération des événements, d'être en mesure de recycler sans cesse ses connaissances, de s'adapter à la trans-nationalisation des données dans un univers où les tendances économiques, technologiques, énergétiques peuvent s'inverser avec une rapidité déconcertante.

Le défi de l'ère technologique auquel nous sommes confrontés, a désormais un caractère universel. Nous sommes entrés dans une phase d'intégration croissante de l'humanité. Les techniques de production, de communication, d'information secrètent cette intégration dans les faits et comme l'ont bien observé Luis Miotti et Frédérique Sachwald dans un article de la revue « Ramsès 2007 », « *l'intégration mondiale progresse plus vite que l'intégration européenne* », tandis que les nouvelles technologies explosent à leur tour dans les pays du sud, et que la révolution numérique « *se traduit par une fracture générationnelle entre ceux qui surfent sur les nouveaux médias et moyens de communication, et les autres* ».

- **Démographie / urbanisation**

Alors que le monde vient de franchir le seuil des 6 milliards et demi d'habitants - contre 3 milliards et demi dans les années 1950 - et devrait, sauf catastrophe majeure évidemment, atteindre les 9 milliards en 2050, selon la Banque mondiale, la globalisation permet désormais une amélioration du niveau de vie d'une grande partie de la population mondiale qui serait de l'ordre de 2,5 % par an dans les pays développés et de plus de 4 % dans les pays émergents au cours des vingt-cinq années à venir.

Toujours pendant la même période, le nombre des « extrêmement pauvres » (moins de 1 dollar par jour) serait divisé par 2, rétrogradant de 1,1 milliard à 550 millions. Mais, rien n'est simple ! D'un côté, les « émergents » se rapprocheraient des « riches », alors que, dans certaines parties du monde (Afrique, Amérique latine partiellement) les divergences d'évolution se maintiendraient. Grosso modo, « *la richesse resterait au nord et la population au sud* » tandis que selon un rapport des Nations Unies (World Urbanisation prospect) la gangrène urbaine risque d'envahir la planète pour la transformer ici et là en « bidonville global », si l'on ne s'en préoccupe pas dès maintenant.

De fait, quand l'Europe communautaire actait sa naissance, notre planète comptait 86 villes de 1 million d'habitants. Le chiffre passerait à 550 en 2015 avec des mégalo-pôles tentaculaires dont 36 de plus de 10 millions d'habitants. Le grand Tokyo en compterait 35 millions ; Mexico, Sao Paulo et Bombay dépasseraient les 21 millions. Ces « îlots de chaleur » contribueront fortement à la dégradation de l'environnement : changements climatiques, élévation des eaux maritimes, désertification, déforestation, etc...

Deux exemples pour conclure ce sujet : la revue « Sciences », publiée en langue anglaise, nous a appris récemment que le Groenland perdait 100 milliards de tonnes de glace par an, tandis que, selon nos météorologues, nous avons connu l'an dernier l'automne le plus chaud depuis les trois derniers siècles. Toutefois, en l'ignorance de leurs méthodes et des moyens de calcul, je livre simplement ces données à votre réflexion, sans en endosser la responsabilité.

- **Fragmentation politique**

Alors que nous sommes par ailleurs dans un monde interconnecté, qui nous permet de communiquer instantanément les uns avec les autres, d'un bout à l'autre de la planète, nous nous trouvons également dans un univers politiquement de plus en plus fragmenté.

Nous vivons sur une fiction : celle d'une société politique universellement organisée en Etats souverains. Chacun est sensé être « *responsable d'un territoire et d'une population* ». Il y a un monde des Etats et un monde des peuples. Ils ne coïncident d'ailleurs pas nécessairement. Voyez par exemple le cas des Kurdes partagés entre les « souverains » Iranien, Irakien, Turque et Syrien. Ce monde des Etats se retrouve dans l'Organisation des Nations Unies.

Aujourd'hui, il y a 192 membres dans le club, avec des géants comme la Russie (17 millions de km² dont un peu plus de 4 millions seulement en Europe et 143 680 000 habitants au total) ou la Chine (9 600 000 km² mais une fourmilière majeure : 1 milliard 300 millions d'habitants) ou encore l'Inde (3 165 000 km² avec une densité de population encore plus forte : 1 milliard 112 millions d'hindous s'exprimant en 18 langues officielles).

Et puis, il y a des micro-Etats, comme le Liechtenstein en Europe (160 km² et 35 000 habitants) ; Saint-Christophe et Nieves, dans les îles sous le vent (269,4km² et 39 500 habitants) ; les Iles Maldives (298 km² mais près de 300 000 habitants), transformées en paradis éphémère à fleur d'eau pour les touristes ; ou encore l'émirat du Qatar (11 437 km² mais 800 000 habitants) sur une croûte calcaire et de sel abritant les troisièmes plus grandes réserves de gaz mondiales et un pactole complémentaire en pétrole, avec encore trois caractéristiques : la polygamie qui subsiste, la présence du QG américain pour le Moyen-Orient, la chaîne de télévision Al Jezira qui désormais fera la pige à CNN en diffusant en anglais.

Toutes ces entités étatiques, parfaitement disparates, sont le fruit d'une histoire étrange : celle de la « terre des hommes » dont parlait Antoine de Saint-Exupéry quand j'étais moi-même un adolescent, mais qui donne de plus en plus le vertige aujourd'hui.

A l'époque de la naissance des Traités de Rome, on ne comptait encore que 75 Etats. Leur nombre a doublé, même si l'ONU qui les accueille est la même organisation qu'à l'époque. Le Conseil de sécurité a les mêmes prérogatives et ce sont toujours seulement les Etats sortis vainqueurs de la deuxième guerre mondiale (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) qui y disposent d'un droit de veto discrétionnaire. L'assemblée générale, quant à elle, est composée de 192 Etats membres, chacun disposant d'une voix qu'il s'agisse du Brésil ou d'un îlot souverain dans le Pacifique. L'assemblée générale, il est vrai, ne vote que des recommandations. Les choses sérieuses se passent ailleurs....

Autrement dit, cette structure qui n'a pas évolué est désormais, totalement inadaptée à la marche du monde, d'autant que la nucléarisation de la planète a tendance à nouveau à s'accroître depuis peu. Les Etats-Unis disposent de plus de 10 000 têtes nucléaires. Les Russes les suivent, avec plus de 7 000 et des stocks en cours de désarmement, puis viennent la Chine, la France, la Grande-Bretagne avec quelques centaines pour chacune. Il faut ajouter la puissance nucléaire déjà ancienne mais non déclarée d'Israël, dont le Premier ministre a admis l'existence lors d'une conférence de presse récente. Depuis 1998, la liste des puissances reconnues au niveau nucléaire s'est allongée avec l'Inde et le Pakistan (plusieurs dizaines d'engins dans chaque cas). Comme on le sait, la Corée du Nord dispose des lanceurs nécessaires et a procédé le 9

octobre dernier, avec succès, à un premier essai, tandis que l'Iran, toujours membre du traité de non-prolifération, développe activement un programme officiellement à des fins pacifiques mais dont la finalité nucléaire militaire est plus que probable.

Pour nous rassurer, les stratèges nous disent que la nucléarisation du monde reste, pour le moment, relativement sous contrôle alors que la dissémination des méthodes terroristes échappe à tout contrôle international.

- **Disparités européennes et mondiales**

La mondialisation, à ce stade, permet de constater que 2 % de l'humanité continuent de se partager la moitié de la richesse mondiale tandis que la population mondiale n'en détient que 1 %. Sur les 20 plus grandes sociétés introduites en bourse, 12 sont américaines, avec 4 firmes made in USA parmi les cinq premières ; 4 appartiennent à l'Union européenne dont 3 en Grande-Bretagne ; 1 est japonaise (Toyota) ; 1 est russe (Gazprom) ; 1 est française (Total) ; 1 est suisse.... Mais la plus grande introduction en bourse de l'histoire a eu lieu le 27 octobre dernier à Hong-Kong et Shanghai. Les Chinois devraient être présents dans le peloton de tête 2008.

Quoi qu'il en soit, en vingt ans, les principales capitalisations boursières ont été multipliées par dix. Mondialisation et financiarisation finissent par se confondre. On l'a vérifié en juillet dernier avec la percée de la firme MITAL absorbant Arcelor et disposant aujourd'hui de tous les pouvoirs au sein de celle-ci. On constate là aussi l'absence d'un organisme au niveau mondial susceptible de réguler les places financières de la globalisation. Ce n'est pas le rôle en effet des grandes institutions existantes comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.

On constate, là encore, que l'Union européenne n'a pas la place qui devrait être la sienne. Les pôles d'attraction restent les Etats-Unis, le Japon, la Chine et désormais pour partie l'Inde.

L'écart continue d'ailleurs à se creuser entre les Etats-Unis et l'Europe dans le domaine de la recherche et du développement. En 2004, les dépenses américaines étaient de plus de 300 milliards de dollars contre un peu plus de 200 pour l'Union européenne. On comprend dans ces conditions que la présidence finlandaise ait sonné l'alerte fin 2006 : il faut que l'Union européenne harmonise marchés et normes très disparates, encourage autrement qu'en paroles la mobilité des chercheurs entre le public et le privé. En conséquence, on se doit d'augmenter significativement dans la planification budgétaire européenne les montants affectés à la recherche qui ne représentent encore que 6 % des dépenses budgétaires communautaires.

Il nous faut impérativement donner un élan pour nous hisser au niveau voulu et faire face à la mondialisation galopante. En disant cela, un seul exemple me vient à l'esprit : la création du moteur de recherche Google en 1998 qui, aujourd'hui dans le domaine de la recherche sur Internet, dispose de 50 % des parts du marché mondial.

La saga de l'humanité se poursuit donc imperturbablement, toujours plus vite. « L'Europe » n'est qu'un moment de cette saga. La seule chose qui nous intéresse est de savoir si elle sera

dans l'incapacité de nous rendre les services que nous attendons d'elle ou si elle sera à temps au rendez-vous de l'histoire. Prenant conscience de ses responsabilités, alors elle matérialiserait le rêve des précurseurs de l'idée européenne elle-même, présent dans la conscience des hommes depuis le mythe de son enlèvement par Jupiter taureau, depuis Machiavel dans son « Arte de la guerra », Erasme et Comenius, « l'Essay » de Willian Penn, la « paix perpétuelle » de l'abbé Saint-Pierre, l'éclat des « lumières », Emmanuel Kant (« Zum ewigen Friede »), le mythe hugolien, à la fois précurseur et romantique, des Etats-Unis d'Europe ».....

Jean-Pierre Gouzy

(janvier 2007)